

**MARIE-GEORGE  
BUFFET**

Rassembler la gauche  
populaire « antilibérale »



## **Réponses de Marie-George Buffet à l'interpellation de l'U N A F**

J'ai une vision de la fonction de Président de la République opposée à celle de la Vème République qui organise la monarchisation des institutions et la concentration des pouvoirs. Dans le cadre de cette rupture, j'entends mettre en place de nouveaux dispositifs qui permettent l'émergence de la vie associative. Ainsi sera favorisé l'exercice du bénévolat, la prise de responsabilité des citoyens : il convient aussi de sécuriser le système subventions, de dégager les associations de leur dépendance des pouvoirs publics et des aléas des changements politiques.

la **Conférence de la Famille** est l'occasion de rencontres, d'échanges des partenaires sociaux et familiaux avec le gouvernement. Compte-tenu de l'évolution des situations des familles, il convient de la convoquer tous les ans, à l'automne. On pourrait envisager la participation des familles représentatives de tout l'arc de celles qui existent dans notre pays. Je pense qu'au moment de l'élaboration de projet de loi gouvernemental, le concours de l'U.N.A.F. serait d'un apport précieux.

Trop de familles n'ont pas assez de revenus : je propose de porter dès l'été 2007, le SMIC à 1500 euros, d'augmenter les minima sociaux de 300 euros et à les indexer sur le SMIC, à ne laisser aucune retraite en dessous du niveau du SMIC.

La branche « famille » doit disposer de plus de ressources pour répondre aux besoins des familles. Cela sera possible grâce à l'augmentation des cotisations patronales modulées et à une cotisation additionnelle sur les revenus financiers des entreprises et des banques.

### **financement de la protection sociale**

Une refonte du financement en prise sur le développement de l'emploi et du développement des ressources humaines : formation, salaires sont indispensables. Il faut mettre fin aux exonérations de cotisations patronales qui déresponsabilisent les entreprises en privant la Sécurité Sociale de ressources. On créera une cotisation supplémentaire sur les profits financiers des entreprises et à l'inverse, on diminuera la CSG et la CRDS jusqu'à leur suppression

### **la dette publique et le pacte républicain**

Parmi les engagements que je porte, il en est qui inverse en profondeur les logiques libérales : il s'agit de mobiliser l'argent pour un nouveau type de développement générateur d'emplois utiles, permettant de produire de nouvelles richesses qu'il faut

redistribuer afin que les hommes et femmes de notre pays puissent en recevoir tous les fruits.

Cela passe aussi par une réforme de la fiscalité. Le « déficit public » l'endettement de l'Etat est un vrai problème. Le budget de l'Etat a besoin de plus de ressources, il faut savoir que l'impôt sur le revenu ne représente que 17 % des recettes et celui sur les sociétés tourne autour de 15 % ; c'est insuffisant, il faut revoir tout cela.

C'est pourquoi je propose une réforme fiscale en huit points orientée vers la justice et l'efficacité.

### **Famille et emploi**

Oui la voix des familles soit être entendue dans les instances appelées à concevoir et à adapter la politique de l'emploi.

Sécuriser l'emploi et la formation pour tous et tous fait partie de mes propositions ; dans ce domaine je suis favorable à une concertation avec les instances concernées

### **Conciliation vie familiale/vie professionnelle**

Le travail précaire, le temps partiel imposé doivent cesser. Concilier vie familiale et la vie professionnelle passe par des journées de travail moins longues. C'est pourquoi il faut mettre en chantier une nouvelle loi qui généralisera les 35 heures à toutes les entreprises, avec en perspectives les 32 heures, sans perte de salaire, ni aggravation de la flexibilité ou des conditions de travail.

### **De l'orientation scolaire et professionnelle vers l'insertion.**

Le système d'orientation manque de moyens humains. Dans le cadre de ma proposition d'une loi de programmation pluriannuelle qui portera le budget du ministère de l'Education nationale à 7 % du PIB, 45 000 personnels de la vie scolaire seront recrutés. Des passerelles seront créées associant les partenaires du système éducatif, les élèves et les parents d'élèves, pour faciliter la connaissance du monde du travail.

Avoir une politique familiale de notre temps c'est aussi octroyer des allocations et de nouveaux droits pour sortir les jeunes de la précarité.

Le **logement** est source de beaucoup de soucis pour les familles : la République française doit garantir dans les faits un droit au logement décent pour tous au même titre que le droit à l'éducation et à la santé. Un service public du logement et de l'habitat sera créé pour assurer la mise en œuvre effective du droit au logement. Actuellement, j'encourage les maires à tout faire pour interdire les expulsions dans leur commune. C'est une des propositions qui me tiens à cœur : interdiction immédiate des expulsions et la fin des coupures d'eau et d'électricité.

### **La qualité du cadre de vie des familles**

J'entends mettre en avant les objectifs de Kyoto et de Nairobi et diviser par 4 d'ici 2050 les émissions de gaz à effet de serre. Pour cela, je mettrai en débat, suivi d'un

référendum, une politique énergétique fondée sur trois axes forts : efficacité énergétique, recherche et production d'énergies renouvelables, recherche pour un nucléaire sécurisé et propre.

Je propose d'engager un processus de rattachement public de l'eau, d'élaborer un programme de protection de la biodiversité ainsi qu'une réforme de la PAC pour aller vers une agriculture non productiviste et durable, non polluante pour l'eau et les sols. Dans ce cadre, je me prononce pour un moratoire sur la culture des OGM en plein champ et la poursuite de la recherche en milieu confiné.

### **Droit de la famille**

Dans le cadre de la lutte contre les discriminations, je propose le droit au mariage et à la parentalité pour l'ensemble des couples sans distinction de sexe, d'identité, de genre ou d'orientation sexuelle.

### **Famille et médias**

La protection des mineurs vis à vis de tous les médias est indispensable. J'ajoute que le contenu des programmes diffusés mériterait d'être revu et corrigé, pour en faire des outils de connaissance, d'éveil de l'enfant.